



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KHALDI MILOUD

LIEU DIT LA PALU
ENTREPOTS J C ITEY
33240 Cubzac-Les-Ponts

Références : -
Code AIOT : 0100292518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement KHALDI MILOUD implanté LIEU DIT LA PALU ENTREPOTS J C ITEY 33240 CUBZAC-LES-PONTS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KHALDI MILOUD
- LIEU DIT LA PALU ENTREPOTS J C ITEY 33240 CUBZAC-LES-PONTS
- Code AIOT : 0100292518
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MILOUD KHALDI (81985189000015) exploite un garage d'entretien et de réparation automobile sous l'enseigne commerciale KM AUTO au sein de la zone industrielle de la commune de Cubzac-Les-Ponts.

Elle exploite par ailleurs une installation d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) sans l'enregistrement ICPE ni la contractualisation avec un éco-organisme (ou système individuel) requis par le code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative - Rubrique 2712	Code de l'environnement du 26/05/2025, article Annexe à l'article R.511-9	Suspension, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités d'entreposage et de démontage de VHU exercées sur le site relèvent de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre du régime de l'enregistrement. L'exploitant exerce ces activités sans être enregistré et sans avoir contractualisé avec un éco-organisme (ou système individuel). Il doit régulariser sa situation en déposant un dossier d'enregistrement auprès de monsieur le préfet de Gironde ou en cessant ses activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubrique 2712

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2025, article Annexe à l'article R.511-9	
Thème(s) : Situation administrative, VHU, Rubrique 2712	
Prescription contrôlée :	
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	
1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage , la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	(E)
2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage , autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	(A-2)

égale à 50 m ²	
3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement	
a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m ²	(E)
b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	(E)

Constats :

Le parking du site est encombré de véhicules terrestres (voitures) dont certains sont dans un état avancé de dégradation. En particulier, il est constaté la présence d'une carcasse de tracteur, d'un jet-ski et d'au moins un (petit) bateau.

La présence de poussière et de végétation autour de certains véhicules témoigne d'une durée longue d'entreposage de certains de ces véhicules.

La présence de portières et de pneus démontés témoigne d'une activité de démontage réalisée sur le site.

Les activités du site relèvent de la rubrique 2712 (entreposage, démontage de VHU) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Cette activité n'a pas été portée à la connaissance du Préfet de la Gironde.

Le société MILOUD KHALDI exploite une ICPE, sans être titulaire d'un acte d'enregistrement.

Il est proposé la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension de l'activité au Préfet de la Gironde.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative :

- En déposant un dossier de demande d'enregistrement auprès du préfet de la Gironde ;
- ou
- En justifiant de l'arrêt des activités d'entreposage et de démontage de véhicules et en procédant à la remise en état du site.

L'exploitant doit suspendre son activité relevant de la rubrique 2712 (entreposage, démontage ou découpage de VHU) en attendant la transmission du choix de la procédure de régularisation de la

<p>situation administrative.</p> <p>Une mise en demeure est proposée à Monsieur le préfet de Gironde en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois